



Plaidoyer pour une approche systémique Les Etats, Partie 2 : « Possibilités ? »

Comment nos états peuvent-ils subsister, se reconstruire ?

Au vu de mes publications précédentes, deux voies peuvent se présenter :

1. Premier scénario : Des Etats déclassés, dépassés, par la force des choses sans plus aucune force politique et retranchés dans la seule gestion des infrastructures et de la sécurité. On aurait ainsi pour conséquence :
 - a. L'émergence d'un gouvernement mondial : Certains l'évoquent comme étant « LA SOLUTION ». A mon sens ce serait une énorme bêtise (je pèse mes mots...). On voit l'effet de l'Europe technocratique avec ses réglementations éloignées des populations et du terrain. Je redoute une dictature mondiale soft ! Le pire serait qu'elle ne le soit pas (soft)... couplée avec les moyens technologiques dont nous disposons, il y a vraiment de quoi s'inquiéter.
 - b. Ou un monde livré aux seules forces du marché.
2. Deuxième scénario : Des Etats adaptés au monde qui arrive, et non à celui qui vient d'arriver. Pour qu'ils le soient, il leur faudra devenir agiles, innovants, techno-scientifiques, flexibles, réactifs. Et donc en correspondance avec le monde d'aujourd'hui. Donc tout le contraire de ce qu'ils sont.

Que préférons nous ?

Je me demande encore si les états auront un sens dans un siècle, mais si je dois choisir une option aujourd'hui, j'opte pour le deuxième scénario. Or, comment construire un état « scénario 2 » ?

Les modèles constitutionnels ne peuvent plus se limiter aux logiques parlementaires telles qu'elles existent aujourd'hui...

En démocratie représentative le peuple est sensé élire des spécialistes de la politique aptes à prendre les bonnes décisions à sa place. Avec le Big Data, on élit des spécialistes des outils numériques et de la communication. Une fois au pouvoir c'est plus compliqué...

Pour autant la seule compétence en politique est aujourd'hui insuffisante. Le monde atteint un tel niveau de complexité techno-scientifique qu'il nous faudrait élire aussi une communauté scientifique, philosophique, économique et sociétale à pouvoir équivalent.

Et pour valider que ces structures ne soient pas composées de simples opportunistes ou clientélistes, une instance de supervision susceptible de proposer l'invalidation du vote. Ça semble utopique, mais est, de mon point de vue, la seule façon pour ne pas attendre l'élection suivante susceptible d'avoir lieu plusieurs années plus tard perdant ainsi un temps aux conséquences lourdes. Les élus doivent être responsabilisés comme le sont les chefs d'entreprises. Aujourd'hui on les harcèle sur leur train de vie, ou leur utilisation personnelle des deniers de l'Etat. Facile pour les petits journalistes mesquins de faire une chasse aux sorcières. Mais juger des conséquences de leurs choix politiques de façon rationnelle et chiffrée c'est beaucoup plus compliqué. Les médias, pour beaucoup n'ont pas forcément de posture



analytique, mais une critique ciblée pour attirer le lecteur, ce qui est normal. Ou pour les moins élégants d'entre eux (je pèse mes mots), faire du buzz ; donc de l'argent.... Contrairement à ce que l'on peut croire, les médias ne sont pas un contrepouvoir. Je suis conscient du risque de m'attirer les foudres de ces derniers. Ils sont un secteur de l'économie dont l'objectif est de faire du profit. Je ne suis pas contre, bien entendu ; mais il n'est pas possible de revendiquer une position de contre-pouvoir en ayant des enjeux financiers. Comment justifier l'exhaustivité, la complétude, la rationalité du débat dans ce contexte ? Certes ils sont utiles en tant qu'agitateurs d'opinion. Il faut secouer les idées pour obtenir le dépassement de soi. Mais, agiter des idées est une chose. Introduire une analyse complète et objective en est une autre.

Il faut donc une structure dédiée à un contrepouvoir rationnel et désintéressé. Bien entendu, cette instance de supervision ne peut agir que sur des critères extrêmement rationnels et avec des processus d'évaluation tout autant rigoureux. Ceux-ci restent à définir. Il y a là un travail extrêmement important aux répercussions constitutionnelles qui nécessiterait l'écriture d'un livre entier.

Je résume donc : deux instances ; des élus politiques et des élus « socio-scientifiques » (pour résumer), puis une instance de supervision. Ensuite, les principes de fonctionnement doivent être définis pour l'articulation entre ces trois instances. Avec quelques fondamentaux tels que l'agilité, la réversibilité (avec des délais et des critères précis), et qui décide in fine (ça, c'est très compliqué).

J'imagine aussi la mise en place d'une instance de supervision semestrielle avec des critères objectifs chiffrés pour valider l'efficacité de toute disposition politique, performance publique ou lois. Cette notion d'efficacité chiffrée peut contenir des effets « cliquets » qui, de fait, annule la réglementation et renvoie la main au législateur se remettant au travail pour proposer des solutions pertinentes. N'oublions pas la grammaire de catégories de Paul-Antoine Miquel en matière techno-scientifique : on peut aussi imaginer un principe comparable en matière d'évaluation des performances de l'Etat.

Faut-il ensuite élire un monarque spécialiste du big data ? Qui nomme un premier ministre souverainement. Cette rencontre entre un homme et un peuple ne me semble plus adapté au 21^e siècle. A mon avis, il s'agit plutôt de la rencontre entre une compétence (en termes de savoir-faire ET de savoir-être) et son époque. Je ne pense pas pertinent que ce soit le peuple qui l'élise, mais une forme de « grands électeurs » issus des assemblées compétentes (politiques et techno-scientifique).

Il y a là une véritable révolution en termes de principes organisationnels de l'Etat. Tout doit être orienté sur la performance factuelle et chiffrée des dispositions du gouvernement et du législateur, avec invalidation automatique pour faute de résultat.

Reste à construire un modèle d'interaction permanente entre toutes ces structures. Le simple fait de l'invalidation automatique va obliger à plus de rigueur dans les choix, plus de débats entre experts et politiques, plus de flexibilité et de réactivité. Plutôt que de figer, on entrera ici dans le systémique. Imaginons même la dissolution automatique des assemblées selon des critères comparables.

Ces idées ne peuvent être que critiquées. Pour le conservatisme qui sera largement majoritaire, mais aussi et surtout pour l'analyse, la construction, l'amélioration. On m'expliquera que je n'y connais rien n'ayant pas fait Sciences Po ou l'ENA. Pourquoi pas. Pourvu qu'on débâte et qu'on sorte enfin de nos modèles qui nous handicapent, confisquent, détournent les ressources, et ne savent plus s'adapter.

Alec Ross, conseiller du président Obama et de Hillary Clinton dit « la façon dont les états réagissent à cette perte systémique de contrôle et à la diffusion du pouvoir influera grandement sur le caractère et la performance de leur économie ». Il ressent parfaitement ce problème de déclassement des états et du risque systémique à ne pas s'adapter.



Pour qu'un système fonctionne, il faut de la confiance. Les banques centrales, les monnaies, les Etats doivent garantir cette confiance. Où en sommes-nous aujourd'hui ? Je suis convaincu que ça passera par une nouvelle organisation de la démocratie adaptée aux enjeux du 21^e siècle. Si on ne le fait pas on aura une lourde responsabilité à l'égard des générations futures.

Luc Marta de Andrade, Président de NXU et U-Need